

NIELS PLANEL

Là où périclit
la République

LÀ OÙ PÉRIT LA RÉPUBLIQUE

La collection *Monde en cours*
est dirigée par Jean Viard

© Éditions de l'Aube, 2022
www.editionsdelaube.com

ISBN 978-2-8159-4694-0

Niels Planel

Là où périt la République

éditions de l'aube

DU MÊME AUTEUR

Un autre Japon, Mille et Une Nuits, 2007 (traduit en japonais)

Sur les pas d'Obama. Le renouveau de la gauche américaine, Hachette Littératures, 2009

Obamanomics. Comment Barack Obama a réformé l'Amérique, Le Bord de l'eau, 2012

Un autre souffle au monde, Le Bord de l'eau, 2015

Abolir l'inégalité. Trois propositions radicales, Librio, 2019

« Nous sommes sublimes
parce que nous rêvons au-delà
de la misère à laquelle
l'on a voulu nous condamner. »

LETTRE D'UNE CITOYENNE
BRÉSILIENNE AU PRÉSIDENT LULA,
ALORS EN PRISON

À la mémoire de Diogo de Sant'Ana.

1

Banlieues : la République en lambeaux

« New York est la plus grande ville “portoricaine” sans doute, mais Paris est aussi une grande ville nord-africaine en ce sens, et pour des raisons analogues : toute grande ville a besoin d’une main-d’œuvre non qualifiée, misérable, en son rez-de-chaussée. Si elle ne peut la recruter chez elle, elle la cherche ailleurs. »

FERNAND BRAUDEL, *Grammaire des civilisations*

Neuf Trois. À regarder une grande carte de l’Île-de-France, on dirait presque une poche médicale de laquelle s’écoule, goutte à goutte, au quotidien, les travailleurs qui vont besogner à Paris. La perfusion entre la capitale et le département, entre le capital et le travail, est assurée par deux minces fils qui relient la poche à la veine du patient.

Le premier, c'est le RER B, cette disgrâce tout droit sortie des abysses, moins souvent en panne pour acheminer la précieuse main-d'œuvre à Paris le matin que pour la ramener épuisée le soir, en retard toute l'année, chère pour des passagers plus pauvres qu'ailleurs, ne s'estimant pas en devoir d'informer sur ses dysfonctionnements, génératrice d'une fatigue écrasante pour ceux qui n'y trouvent pas de place dans ses wagons prêts à exploser, et dont la température l'été avoisine celle du vestibule des enfers. Dès la gare du Nord, l'on observe un changement de population sur les quais. À part les touristes joyeux d'avoir vu la Ville Lumière et en partance pour l'aéroport Charles-de-Gaulle, c'est toujours ces figures cabossées par l'épuisement, parfois venues de par-delà les frontières, qui regagnent la banlieue.

« Tiens, il y a de la diversité dans le wagon ce soir, sourit une connaissance assise en face de moi. – Où ça ?, réponds-je, en tournant la tête. – Ben toi », dit-il, en éclatant de rire : Je suis le seul Blanc dans le wagon ce soir d'été 2013.

Puis il y a l'autre fil, qui relie tout cet univers. L'A1. Une longue ligne de béton qui charrie sa flottille infinie de véhicules. Vous voulez prendre la voiture ? Les embouteillages vont facilement vous arracher un douzième de votre journée sur l'aller-retour,

de longues heures durant lesquelles pour tout paysage vous aurez du béton oppressant, des panneaux publicitaires, des barres sans couleur et des camps de Roms ou de migrants ici et là, faits de bric et de broc et que l'on voit aux abords de l'autoroute et de ses embranchements.

« La banlieue, c'est le lieu où les gens sont bannis ? », me demande en français un grand économiste américain, sans que je sache trop s'il fait de l'ironie ou s'il s'interroge sur la signification originelle de ce mot. Ce n'est d'ailleurs pas facile de répondre à cette question. Il faudrait y englober les 1 500 « quartiers prioritaires » (qui ont succédé, dans la terminologie consacrée, aux « zones urbaines sensibles » et autres « quartiers en contrats urbains de cohésion sociale ») et leurs cinq millions d'habitants – des quartiers où la part de la population pauvre est évaluée à près de 40 %¹. En 2015, l'Observatoire national de la politique de la ville les caractérisait en ces termes : « Une population jeune, peu diplômée, des familles monoparentales nombreuses, une situation vis-à-vis de l'emploi très précaire, une présence d'étrangers plus forte que dans les quartiers environnants². »

1. Voir Centre d'observation de la société, « Quartiers prioritaires », 20 septembre 2018.

2. Voir *Rapport 2015*, Observatoire national de la politique de la ville.

On les retrouvait notamment du côté de Paris, Marseille, Lille, Montpellier, Strasbourg, Lyon, Toulouse, Bordeaux, Nantes et Rouen.

Or, département à cet égard emblématique, la Seine-Saint-Denis, qui compte bon nombre de ces quartiers prioritaires, est, pour ceux qui ne la connaissent pas, une cour des miracles de laquelle s'échappent les histoires les plus folles. Ainsi de l'« alchimiste » de Tremblay¹, ce chômeur indien âgé d'à peine trente ans qui ne payait pas de mine et vivait en apparence la vie d'un modeste père de famille. En réalité, il gérait des dizaines de millions d'euros issus du trafic de cannabis marocain vendu en France *via* des sociétés écrans s'étalant de Tanger à Hong Kong en passant par Dubaï ou Bangkok. L'« alchimiste » gérait « miraculeusement » – sans prendre de commission – une portion des liquidités issues de ce marché du cannabis estimé à 3 milliards d'euros annuels et que les trafiquants confient à des intermédiaires pour le blanchir. Le faiseur de miracles investissait une partie du fruit des ventes dans de l'or, bien vite revendu sur les marchés de Madras, ville du Sud de l'Inde, par des intermédiaires qui transportaient le précieux métal fondu en collier ou en boucles d'oreille sans payer

1. « L'« alchimiste » indien de Tremblay qui transformait l'argent de la drogue en or », *Le Monde*, 14 mars 2014.

de TVA – que l'« alchimiste » empochait – ou réduit en poudre et transporté dans des boîtes de café.

C'est aussi cet univers dans lequel des individus se font contrôler sans permis par la police, qui découvre dans la foulée qu'ils se baladaient avec un crocodile sur le siège arrière¹, où l'on peut se faire attaquer à la machette par des déséquilibrés en faisant la queue à La Poste², en marchant dans la rue avec son oncle³ ou en s'interposant dans un conflit entre voisins⁴.

Mais ces faits divers parfois ubuesques cachent une réalité plus sombre, plus triste, celle d'un département où tout est dysfonctionnel. Et quand rien ne marche, que faire ? Quand le train que vous attendez n'arrive pas, comment arriver à l'heure pour un entretien d'embauche, un examen, un rendez-vous chez le médecin, ou pour même débiter votre journée ? Quand l'hôpital dans lequel vous vous rendez est plein à craquer,

1. « Seine-Saint-Denis : un crocodile découvert à l'arrière d'une voiture », *Le Point*, 15 février 2015.

2. « Seine-Saint-Denis : attaque à la machette à La Poste », *Le Figaro*, 19 novembre 2014.

3. « Une fillette de 4 ans et son oncle agressés à la machette en Seine-Saint-Denis », *L'Express*, 14 mars 2014.

4. « Saint-Denis : il coupe l'oreille du concierge à la machette », *Le Parisien*, 14 mai 2014.

comment se soigner ? Quand le prof qui s'occupe d'élèves en difficulté n'a aucune expérience, que faire ? Quand le policier qui couvre des villes devenues par endroits de vrais supermarchés de la drogue à ciel ouvert y commence sa carrière, comment s'attaquer à l'immensité de la tâche ? Quand les effectifs d'une commune font quatre fois la taille du second employeur de la ville, servant à recruter n'importe qui, comment offrir des services publics de qualité ?

Quand rien ne marche, que faire ?

Un univers de béton

Le 93 est un département s'apparentant tantôt à un cauchemar architectural, empire de béton fait d'autoroutes entrecroisées, de centres commerciaux et de barres d'immeubles tristes, tantôt à un coin de paradis, tel le parc de la Poudrerie, sur les rives du canal de l'Ourcq, ou au détour d'une rue laissant entrevoir une demeure splendide. C'est aussi cet univers dans lequel les forces de la mondialisation mettent implacablement le banlieusard qui a quitté l'école trop tôt en compétition avec l'ouvrier asiatique, quand la technologie ne remplace pas directement le travailleur.

Ancien économiste de renom à la Banque mondiale, Branko Milanovic notait il y a quelques années : « La participation

mondiale plus active des pays asiatiques a mis leurs travailleurs en concurrence directe avec les travailleurs bien mieux payés des pays riches, dont la productivité n'a peut-être pas été suffisamment élevée pour compenser leurs salaires plus élevés. Cela semble avoir conduit à une augmentation des revenus des travailleurs de l'Asie "résurgente" et à la stagnation des revenus de la classe moyenne aux États-Unis et ailleurs en Occident. Nous ne pouvons pas "prouver" la causalité entre ces développements simplement parce que les processus sont trop compliqués, mais c'est ce que les faits semblent suggérer.¹ »

La ville de Sevrans en est l'exemple-type, qui a perdu les usines Kodak et Westinghouse, naguère ses sources d'emplois locaux. Les rideaux de fer ont été tirés dans les années 1990 et le chômage a fini par atteindre 18 % – mais 40 % des moins de trente ans de celle qui est la deuxième ville la plus jeune du pays. Au moment où j'y vivais, je vis la voisine Aulnay être la dernière victime du département, avec la fermeture en 2013 d'une usine de PSA, qui se félicitait par ailleurs en 2014 de la construction de sa quatrième usine en Chine, alors prévue pour 2016.

1. « A Development Expert on Narrowing Inequality », *The New York Times*, 18 mars 2014.

Il y a bien quelques « gagnants » de la mondialisation présents sur ces territoires, notamment celles et ceux qui laissent derrière eux des pays où ils ne gagneraient, s'ils y restaient, que quelques dizaines ou centaines d'euros par mois, tout au plus, soit moins que ce qu'ils peuvent économiser et envoyer à leurs familles en travaillant en France chaque mois.

Selon l'Insee, dans l'Hexagone, la population immigrée progresse en effectif et en pourcentage de la population totale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale¹. Elle correspond à 10,2 % de la population vivant en France en 2020, contre 7,4 % en 1975 et 5 % en 1946. La population étrangère vivant en France représente 7,6 % de la population totale en 2020, contre 6,5 % en 1975 et 4,4 % en 1946. Pourtant loin des thèses d'un « grand remplacement » promues par certains.

L'extrême droite peut d'ailleurs se plaindre tout ce qu'elle veut de l'arrivée des immigrés en France, vomir son inhumaine haine à leur endroit, il faut pourtant se rappeler le contexte d'arrivée : les Trente Glorieuses et une croissance prodigieuse qui demandait de la main-d'œuvre, beaucoup de main-d'œuvre, pour ce pays qui reste l'une des dix premières puissances économiques mondiales.

1. « L'essentiel sur... les immigrés et les étrangers », Insee, 1^{er} juillet 2021.

L'héritage colonial a également joué un rôle important dans ces choix.

Indifférent à tout cela, le capitalisme parisien, qui génère une bonne part du PIB français, semble s'accommoder de cette armée de réserve située assez proche de ses avenues à balayer, de ses chantiers, de ses cuisines de restaurant et de ses bureaux, et corvéable à merci. Avec une population jeune, le 93 pourrait être un réservoir d'innovation et de *success stories* entrepreneuriales. Mais l'absence de cadres (policiers, professeurs, fonctionnaires, magistrats, etc.) compétents ou motivés – faute de bons salaires dans un environnement difficile – et le désengagement de l'État n'aident en rien ce territoire, aggravent au contraire sa situation. Des impôts parfois plus élevés qu'à Paris et l'absence d'incubateurs n'aident pas non plus. L'économie locale repose beaucoup sur des services non délocalisables, les épiceries, les sandwicheries kebabs, les boucheries, les coiffeurs, les bars à chicha, etc., ou sur l'informel, à l'instar du trafic de drogue.

Au cœur du « Neuf Trois »

C'est en 2013 que j'ai fait mes premiers pas dans le « Neuf Trois », comme on surnomme aussi la Seine-Saint-Denis, seul département à être connu dans toute la France pour son

sobriquet. À la trentaine, désireux d'élargir mes horizons sur le terrain, bien au-delà des organisations internationales avec lesquelles je collabore quasiment depuis le début de ma vie professionnelle, je me suis raccroché à une campagne municipale citoyenne, dont je pris les rênes pendant près d'un an, dans l'une des communes les plus pauvres du pays. L'idée visait à se tenir à l'écart de partis dont on observait déjà le déclin et de réinventer la vie politique à partir de la base. C'était bien avant leur implosion en 2017, face au phénomène En marche, qui porta un certain Emmanuel Macron à l'Élysée. Comme souvent avec les aventures de jeunesse, la nôtre n'a pas pris.

Mais qu'importe. J'ai vécu à Sevran, qui n'est pas réputée être la ville la plus facile de France, j'ai parlé chaque semaine à des dizaines et des dizaines de ses habitants au travers de la campagne et de ses initiatives les plus diverses : distribuer des tracts à 6 heures du matin le lundi au cœur de l'hiver à l'entrée des gares RER et voir les cohortes de travailleurs partir pour Paris, remplir les boîtes aux lettres des barres HLM qui semblent parfois chacune habitée par un peuple différent, en vertu des logiques de regroupement ethnique favorisées ici par un bailleur, là par la puissance publique ou par une municipalité, ou dans les pavillons, là même où se crée une certaine mixité à mesure

que les Blancs (eux-mêmes descendants de Portugais, d'Arméniens ou d'Italiens, par exemple) vieillissent et que des familles des quartiers populaires trouvent à glisser de l'HLM à la propriété – le vide qu'elles créent derrière elles étant bientôt occupé par davantage d'indigence.

J'ai fait les marchés plusieurs jours de la semaine, ai organisé des réunions de quartier ou de salon, fait du porte-à-porte, remontant inlassablement de longues avenues ou de petites ruelles dans les zones pavillonnaires ou les cités, dîné ou déjeuné avec des habitants, discutant à chaque occasion de tous les sujets et de tous leurs soucis : éducation, santé, infrastructure, transport, sécurité, fiscalité, emploi, drogue, formation, logement, et j'en passe.

C'est ainsi que je me suis graduellement immergé dans le département, arpentant inlassablement et apprenant à connaître des villes loin de m'être familières : Sevrans, bien sûr, mais aussi le Blanc-Mesnil, Aulnay, Bobigny, Villepinte, Montreuil, des villes plus riches comme Livry-Gargan, Pavillon-sous-Bois ou le Raincy, ou encore Saint-Denis ou Stains.

Il m'est même arrivé de rejoindre l'équipe des colleurs de 3 heures du matin à l'aube, découvrant une banlieue magique au cœur de la nuit. J'ai participé à une action d'inscription

sur les listes électorales, parlant à des citoyens qui n'avaient pas la moindre idée du mode de fonctionnement des élections, ni même du rôle d'un maire. Et j'ai été bien sûr en contact avec plusieurs équipes de campagne indépendantes d'une ville à l'autre, sur le département.

À l'issue de ce projet à Sevrans, je ne pouvais que le constater : l'État n'a cessé de se désengager toujours plus des banlieues. Les habitants de la Seine-Saint-Denis en particulier sont les premiers à en souffrir, leur mobilité sociale en étant affectée d'autant.

Conscients de ces enjeux, et en partenariat avec une grande école parisienne, nous nous sommes décidés, avec un jeune élu du Blanc-Mesnil rencontré lors de cette première aventure, à faire collaborer des étudiants avec les habitants de la ville au travers de conseils de quartiers, sitôt les municipales finies. Nous nous sommes donné pour objectif de valoriser les habitants de tous les quartiers à travers ces conseils afin de comprendre leurs besoins et à leurs attentes et de mettre en valeur la citoyenneté, composante du lien social trop souvent oubliée. Animés par les étudiants, ces conseils ont permis de faire remonter les problèmes que les habitants rencontrent au quotidien auprès des élus locaux et de formuler des solutions pour y remédier.

J'ai également fini par conseiller cet élu indépendant, Haïkel Drine, au long de son mandat d'adjoint, puis de simple conseiller municipal. Étalaé sur plusieurs années, c'est d'ailleurs au Blanc-Mesnil que j'aurai passé le plus de temps, un jour à préparer des sandwichs pour les maraudes de l'association Lumière & Couleurs, un autre avec les amis dans des barbecues bon enfant en plein air et tant d'autres fois pour y prendre le thé, y dîner, ou pousser ce projet de conseils de quartiers qui nous a occupés. J'ai également vu la ville se gentrifier en partie, prête à accueillir des cadres de La Défense désireux d'avoir plus d'espace que l'on n'en trouve à Paris de nos jours.

Au travers de l'expérience d'Haïkel Drine, j'ai appris à connaître la politique du Neuf Trois, et également sa violence. Il n'attendit, en effet, guère plus d'un an après son élection pour recevoir des menaces de mort : « On te crèvera, sale race » [*sic*], « Ta [voiture] va brûlé et toi dedans » [*sic*], « On fera de toi du méchoui, bougnoule ». Ce que leur auteur voulait ? « Terroriste, islamiste, tu vas laisser ta place à un vrai français à la mairie. la France aux français » [*sic*]. Peu après, il recevait une tête de cochon, au cas où le message n'eût pas été assez clair.

Doit-on s'en étonner quand on laisse les tenants de la rhétorique de la « race blanche »

ou les « déclinistes » vomir leur hargne sur les plateaux TV et les réseaux sociaux, et viser ces banlieues où, du RER aux écoles en passant par les hôpitaux et l'administration, les services de la République sont dysfonctionnels et la démocratie locale gangrenée par le clientélisme et la corruption les plus abjects et fragilisée par une abstention énorme ?

Quarante ans de hausse du chômage, du paupérisme et des inégalités, de nihilisme, de ressentiment, d'abandon des banlieues, à ne pas armer, dans un monde ouvert, les plus jeunes et les plus vulnérables face aux forces de la mondialisation, ont fait de nous ce pays où les destins semblent écrits d'avance, figés dans le cuir de nos identités ou de notre classe, et où le pouvoir n'est plus qu'hérité.

Dans le même temps, comment ignorerais-je, pour l'avoir vu, qu'une frange marginale, mais prosélyte, de la communauté musulmane se complaît désormais dans le rejet de la République, de ses valeurs, et veut bâtir une société dans la société ? Mouvements tabligh désireux d'imposer des projets politiques sur la base d'une « éthique musulmane » étriquée ou salafistes avec lesquels l'on ne peut composer, ces groupes s'opposant à la République comme aux musulmans laïcs peuvent et veulent favoriser la radicalisation de certains et gagnent du terrain à mesure que l'on abandonne les

modérés, que l'on met dans le même sac des groupes aux raisonnements les plus opposés.

Sur l'autre rive, le monde musulman, disloqué, paraît à son nadir, les réformistes modérés y sont, au mieux, inaudibles, et c'est la région du monde où le chômage des jeunes est le plus élevé. Or, face à la barbarie qui y a pris corps, quel visage l'Occident a-t-il offert ? Invasion de l'Irak ou de la Libye, geôles d'Abou Ghraïb ou de Guantanamo, impuissance ou indifférence en Syrie, abandon de l'Afghanistan aux mains des talibans : nos deux mondes se voient mutuellement comme fanatiques et violents. Ici, la démocratie est malade ; là-bas, inexistante. À quoi bon le nier ? L'extrême finit par nourrir l'extrême.

Paroles de femmes

À Sevrans, au fil des mois, j'ai longuement échangé avec les femmes des quartiers, des jeunes aux mères seules. Leur dignité m'impressionne toujours. Les mamans maghrébines ou d'Afrique subsaharienne témoignent de problèmes profonds. Il y a d'abord les jeunes livrés à eux-mêmes, déboussolés, n'obtenant pas de réponses auprès des institutions (comme ce jeune qui n'hésitait pas à envoyer des centaines de CV pour décrocher une simple formation, courriers restés la plupart du temps sans réponse), et qui peuvent

facilement glisser vers la délinquance. Les parents vivent généralement dans la peur et ne sont guère informés, voire ignorants, sur les questions scolaires. Leurs enfants grandissent souvent entre la police d'un côté et les délinquants de l'autre. Certains expliquent d'ailleurs le retour aux traditions par le désir de protéger les enfants.

Pour régler les problèmes des enfants, me disent-elles, il faudrait régler les problèmes des mamans : les filles enceintes à seize ans, la violence, le père absent (ou « les maris qui veulent manger »), l'échec scolaire, les fils en prison. À l'inverse, il y a aussi cette fierté immense des parents à voir leurs enfants réussir. Plusieurs d'entre elles me le disent : aucune famille ne souhaite que ses enfants deviennent des délinquants.

Enfin, il y a cette frustration latente vis-à-vis des administrations, de leurs abus de pouvoir, du sentiment de supériorité qu'elles manifestent à l'égard de premières générations qui ne sont pas toujours à l'aise avec le français, là où d'autres pays ont fourni davantage d'efforts pour mieux accueillir.

De leur député d'alors, elles disent unanimement : « L'élection passée, le téléphone ne répond plus. Mais il est quand même utile. » Elles l'appellent toutes respectueusement « Monsieur Asensi », et on dit de lui, à l'époque, qu'il peut encore rentrer dans les